



Chapitre P-30

LOI SUR LES PRODUITS LAITIERS ET LEURS SUCCÉDANÉS

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi et les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- «produit laitier»;* a) *«produit laitier»:* le lait et tout dérivé du lait ainsi que tout produit alimentaire dans la confection duquel le lait est le seul ingrédient ou l'ingrédient principal;
- «lait»;* b) *«lait»:* le liquide sécrété par les glandes mammaires de la vache, de la chèvre ou de la brebis;
- «crème»;* c) *«crème»:* le liquide gras obtenu par la séparation des constituants du lait;
- «lait modifié»;* d) *«lait modifié»:* le lait duquel les constituants gras ont été totalement ou partiellement soustraits, avec ou sans addition de vitamines ou d'éléments solides tirés du lait;
- «succédané»;* e) *«succédané»:* tout produit alimentaire qu'on peut substituer à un produit laitier et qui, par ses caractères extérieurs ou son mode d'emploi, est analogue à un produit laitier;
- «fabrique» ou «usine»;* f) *«fabrique» ou «usine»:* un établissement dans lequel on traite, modifie, transforme, reconstitue ou emballe un produit laitier, ou dans lequel on reçoit, directement du producteur, un produit laitier dans le but de le vendre ou de le transporter à un autre établissement à ces fins;
- «producteur»;* g) *«producteur»:* toute personne qui vend ou livre du lait ou de la crème provenant de son troupeau;
- «marchand de lait»;* h) *«marchand de lait»:* toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait ou de la crème pour les revendre ou les transformer, à des fins commerciales, en d'autres produits laitiers;
- «distributeur»;* i) *«distributeur»:* toute personne autre qu'un détaillant en alimentation qui livre ou fait livrer à la clientèle du lait, du lait modifié ou de la crème;
- «inspecteur»;* j) *«inspecteur»:* tout inspecteur agissant en vertu de la présente loi;
- «Régie»;* k) *«Régie»:* la Régie des marchés agricoles du Québec instituée

par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (chapitre M-35);

- «*règlement*»;
«*ordonnance*»;
«*permis*»;
«*ministre*»;
«*plan conjoint*».
- l) «*règlement*»: tout règlement adopté en vertu de la présente loi;
m) «*ordonnance*»: toute ordonnance adoptée par la Régie conformément à la présente loi;
n) «*permis*»: tout permis délivré par la Régie conformément à la présente loi;
o) «*ministre*»: le ministre de l'agriculture;
p) «*plan conjoint*»: un plan conjoint de producteurs établi en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (chapitre M-35).

1969, c. 45, a. 1; 1973, c. 22, a. 22; 1974, c. 36, a. 125; 1977, c. 36, a. 1.

SECTION II

COMMERCE ET FABRICATION DES PRODUITS LAITIERS

Actes prohibés. **2.** 1. Nul ne peut recevoir dans une fabrique, offrir en vente, vendre, livrer ou transformer, détenir, exposer ou transporter en vue de la vente, un produit laitier qui n'est pas conforme aux exigences de la présente loi ou des règlements.

Actes prohibés. 2. Il est interdit d'employer une indication fausse, trompeuse ou frauduleuse relative à un produit laitier ou à une catégorie de produits laitiers, par des mots ou autrement, dans une annonce ou circulaire, ou sur l'emballage qui contient un produit laitier.

Actes prohibés. 3. Il est interdit d'additionner un produit laitier ou un constituant d'un produit laitier, d'un succédané ou de tout autre produit, sauf dans la mesure prévue par les règlements.

1969, c. 45, a. 2.

Permis.
Contenu. **3.** Nul ne peut exploiter une fabrique s'il ne détient un permis. Ce permis indique la nature des opérations qu'il autorise, les produits laitiers qui en sont l'objet et le lieu où ces opérations peuvent être accomplies.

1969, c. 45, a. 3.

Avis de cession à la Régie. **4.** Au cas de cession par vente, louage ou autrement du droit de propriété ou de possession d'une fabrique, les parties à cette cession doivent, immédiatement, en donner avis à la Régie par lettre recommandée ou certifiée et lui transmettre une copie conforme du contrat constatant cette cession. Le défaut de remplir cette obligation constitue une infraction à la présente loi et, tant qu'il n'y a pas été remédié,

le cédant est tenu solidairement responsable avec le cessionnaire de toute somme due par ce dernier, depuis la cession, aux producteurs qui sont ses créanciers.

1969, c. 45, a. 4; 1975, c. 83, a. 84.

Avis de cessation
d'exploitation.

5. Si le détenteur du permis d'exploitation d'une fabrique cesse, de façon définitive ou durant au moins douze mois consécutifs, de fabriquer quelque catégorie de produits laitiers visés par son permis, il doit en aviser la Régie dans les trente jours.

1969, c. 45, a. 5.

Révocation, modification de
permis.

6. La Régie peut révoquer le permis d'un exploitant qui a cessé définitivement ou durant au moins douze mois consécutifs de fabriquer toutes les catégories de produits visés à ce permis. Elle doit modifier ce permis lorsque l'exploitant cesse ainsi de fabriquer une catégorie des produits visés à ce permis, ou plus d'une catégorie de ces produits.

1969, c. 45, a. 6.

Affichage de permis.

7. L'exploitant d'une fabrique doit afficher son permis dans sa fabrique, à un endroit visible et ouvert au public, et l'y tenir affiché.

Affichage d'autres
documents.

Il doit ainsi afficher toute autre pièce ou document, se rapportant à son exploitation, que la Régie juge nécessaire de rendre public et qu'elle lui ordonne d'afficher.

1969, c. 45, a. 7.

Qualités requises.

8. Les opérations de traitement dans une fabrique doivent être dirigées par une personne qui détient:

a) un permis à cette fin; et

b) un certificat attestant ses qualités à cette fin et délivré par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe ou tout autre certificat reconnu équivalent par le ministre.

1969, c. 45, a. 8.

Essayeur requis.

9. L'exploitant de toute fabrique qui reçoit du lait ou de la crème d'un producteur doit avoir à son service au moins un essayeur qui détient:

a) un permis à cette fin; et

b) un certificat attestant ses qualités à cette fin et délivré par l'Institut de technologie agricole de Saint-Hyacinthe ou tout autre certificat reconnu équivalent par le ministre.

Fonctions.

Cet essayeur a pour fonctions, suivant les méthodes prescrites par

règlement, de prélever des échantillons du lait ou de la crème que la fabrique reçoit d'un producteur et d'en déterminer la composition et la qualité.

Exception. L'exploitant n'est pas tenu d'avoir un essayeur à son service si le lait et la crème que sa fabrique reçoit d'un producteur a déjà fait l'objet d'essais, dans les cas prévus par les règlements, par un essayeur qui détient le permis et le certificat visés au premier alinéa.
1969, c. 45, a. 9.

Délivrance de permis. **10.** La Régie délivre le permis visé à l'article 8 ou à l'article 9; elle peut l'accorder à une même personne qui peut alors remplir seule dans une même fabrique les fonctions indiquées au permis dont elle est le détenteur.
1969, c. 45, a. 10.

SECTION III

TRANSPORT ET DISTRIBUTION DU LAIT ET DE LA CRÈME

Permis de transport. **11.** Nul ne peut transporter ou faire transporter du lait ou de la crème de la ferme d'un producteur à une fabrique à moins de détenir un permis de transport délivré par la Régie, dans la forme et aux conditions stipulées par règlement. Ce permis peut indiquer le territoire où le transporteur peut agir en cette qualité.

Exception. Ces dispositions ne s'appliquent pas au producteur qui transporte le lait produit par son troupeau ni au producteur qui transporte gratuitement, outre le lait produit par son troupeau, le lait produit par les troupeaux de pas plus de six de ses voisins, aux termes d'une convention suivant laquelle ces producteurs transportent tour à tour le lait produit par leurs troupeaux.

1969, c. 45, a. 11.

Permis de distributeur. **12.** Nul distributeur ne peut agir à ce titre s'il ne détient un permis délivré par la Régie ou s'il n'est soustrait à l'application du présent article par les règlements.

Territoire. Ce permis peut indiquer le territoire où le distributeur peut agir à ce titre.

1969, c. 45, a. 12.

SECTION IV

CONTRATS RELATIFS AUX PRODUITS LAITIERS

Vente à prix inférieur
prohibée.

13. Nul marchand de lait, distributeur ou détaillant en alimentation ne peut vendre, pour fins de consommation, dans les limites d'un territoire du Québec pour lequel le prix du lait ou de la crème a été fixé par la Régie en vertu de la présente loi, du lait ou de la crème dont le prix est inférieur au prix ainsi fixé par la Régie.

1969, c. 45, a. 13; 1977, c. 36, a. 2.

Octroi d'avantages
réduisant le prix, interdit.

14. Il est interdit à tout marchand de lait, distributeur ou détaillant en alimentation d'accorder à une personne à qui il vend ou livre un produit laitier, un bien, le droit d'obtenir un bien, une prime ou un avantage, en considération de cette vente ou livraison ou de toute vente ou livraison comprenant un produit laitier s'il en résulte, directement ou indirectement, une diminution du prix de ce produit laitier par rapport au prix fixé par la Régie conformément à la présente loi.

1969, c. 45, a. 14; 1977, c. 36, a. 2.

Approbation de
conventions.

15. 1. Toute convention écrite entre un producteur et un marchand de lait concernant le prix d'un produit laitier ou toutes conditions relatives à la vente ou livraison d'un tel produit, ne prend effet qu'après avoir été approuvée par une ordonnance de la Régie conformément au paragraphe *d* de l'article 38.

Contrat présumé.

2. En l'absence de convention écrite, tout producteur et tout marchand de lait à qui ce producteur vend ou livre un produit laitier sont présumés avoir conclu un contrat, à ce sujet, pour une période indéterminée.

Fin, modification de
contrat présumé.

Ni l'une ni l'autre des parties ne peut mettre fin à ce contrat présumé ou le modifier sauf:

- a)* avec l'autorisation de la Régie ou pour une cause qu'elle détermine;
- b)* pour inexécution des obligations de l'une ou l'autre des parties;
- ou
- c)* du consentement des contractants.

1969, c. 45, a. 15.

Retenue de cotisation
syndicale.

16. Un marchand de lait est tenu de se conformer à l'autorisation écrite, volontaire et révocable, donnée par tout producteur membre d'un syndicat professionnel accrédité à cette fin par la Régie, de retenir mensuellement, au bénéfice de ce syndicat, une cotisation au montant indiqué par le producteur conformément au taux fixé par

ce syndicat, sur toute somme que ce marchand de lait doit payer à ce producteur.

1969, c. 45, a. 16.

Remise au syndicat. **17.** Le marchand de lait est tenu de remettre mensuellement au syndicat désigné par le producteur les montants retenus conformément à l'article 16 avec un état indiquant le montant prélevé de chaque producteur et le nom de celui-ci.

Copie de révocation au syndicat. Si le marchand de lait reçoit une révocation écrite de l'autorisation visée à l'article 16, il doit en remettre une copie au syndicat.

1969, c. 45, a. 17.

Accréditation. **18.** La Régie accorde l'accréditation aux fins des articles 16 et 17 au syndicat professionnel qui groupe la majorité des producteurs d'un marchand de lait. Elle peut, après avoir donné au syndicat l'occasion de se faire entendre, révoquer l'accréditation. Dans chaque cas, une copie de la décision de la Régie est transmise au marchand de lait.

1969, c. 45, a. 18.

SECTION V

POLICES DE GARANTIE

Garantie par la Régie. **19.** La Régie peut, au moyen d'une police qu'elle délivre, garantir jusqu'à concurrence du montant qui y est mentionné le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

1969, c. 45, a. 19; 1977, c. 36, a. 3.

Dépôt des primes. **20.** Les primes perçues par la Régie sont déposées auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec aux conditions qui peuvent être convenues entre elles; ces sommes, de même que le revenu net qui en provient, doivent servir exclusivement au paiement des réclamations dues par la Régie en vertu des polices délivrées par elle conformément à l'article 19.

1969, c. 45, a. 20.

Police de garantie requise. **21.** Nul ne peut être marchand de lait ni agir comme tel s'il ne détient une police de garantie en vigueur, délivrée par la Régie en

vertu de l'article 19 pour le montant qu'elle fixe selon l'échelle établie en vertu du paragraphe a de l'article 41.

1969, c. 45, a. 21.

Avances à la Régie.

22. Le ministre des finances peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement de ses obligations en vertu des polices d'assurances délivrées par elle conformément à l'article 19.

Fonds consolidé.

Les sommes nécessaires aux fins du présent article sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

1969, c. 45, a. 22.

SECTION VI

SUCCÉDANÉS

Permis.

23. Nul ne peut fabriquer ou vendre en gros un succédané s'il ne détient un permis de fabrication ou, selon le cas, un permis de vente en gros.

Contenu.

Tout permis délivré en vertu du présent article indique la nature des opérations qu'il autorise, les produits qui en sont l'objet et le lieu où ces opérations doivent être accomplies.

1969, c. 45, a. 23; 1977, c. 36, a. 4.

Cessation de fabrication.

24. Si le détenteur d'un permis visé à l'article 23 cesse, de façon définitive ou durant au moins douze mois consécutifs, de fabriquer ou de vendre en gros toute catégorie de succédanés visés par son permis, il doit en aviser la Régie dans les trente jours.

1969, c. 45, a. 24.

Révocation, modification de permis.

25. La Régie doit révoquer le permis d'une personne qui a cessé définitivement ou durant au moins douze mois consécutifs de fabriquer ou de vendre en gros toutes les catégories de produits visés à ce permis. Elle doit modifier ce permis lorsque cette personne cesse ainsi de fabriquer ou de vendre en gros une catégorie des produits visés à ce permis ou plus d'une catégorie de ces produits.

1969, c. 45, a. 25.

Normes de composition, qualité.

26. Tout succédané doit répondre aux normes de composition, de couleur, de qualité, de forme et de présentation fixées par les règlements, et le récipient, l'emballage ou l'enveloppe qui le contient doit

porter l'indication du nom, de l'origine, de la quantité et de la composition du produit.

1969, c. 45, a. 26.

Indication sur le menu. **27.** Dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération, nul ne peut offrir ou servir un succédané sans en prévenir le consommateur par une indication sur le menu ou à défaut de menu, une affiche ou une étiquette.

1969, c. 45, a. 27.

Appellations interdites. **28.** Il est interdit:

- a) d'employer, pour désigner un succédané, les mots «lait», «crème», «beurre», «fromage», ou un dérivé d'un de ces mots;
- b) d'utiliser, pour désigner un succédané, des mots, marques de commerce, appellations ou images évoquant l'industrie laitière;
- c) d'employer une indication fausse, trompeuse ou frauduleuse relative à un succédané ou à une catégorie de succédanés, par des mots ou autrement, dans une annonce ou circulaire, ou sur l'emballage qui contient un succédané.

1969, c. 45, a. 28.

Actes interdits. **29.** Il est interdit:

- a) de fabriquer, détenir, transporter ou exposer, en vue de sa vente ou distribution dans le Québec, un succédané qui n'est pas conforme aux exigences de la présente loi ou des règlements;
- b) de vendre ou d'offrir en vente un tel succédané;
- c) de servir ou offrir un tel succédané dans un établissement où l'on sert à manger moyennant rémunération.

1969, c. 45, a. 29.

Fardeau de la preuve. **30.** Aux fins de l'article 29, la preuve qu'un succédané n'est pas destiné à la vente ou à la distribution dans le Québec incombe au propriétaire du succédané ou à la personne qui en a la possession.

1969, c. 45, a. 30.

SECTION VII

PERMIS

Demande de permis. **31.** Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre sa

demande à la Régie dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée des documents prévus par les règlements.

1969, c. 45, a. 31.

Délivrance. **32.** La Régie délivre le permis si le requérant remplit les conditions prescrites par la présente loi et par les règlements.

Audience publique. La Régie doit tenir une audience publique, afin d'entendre les intéressés, avant de délivrer un permis d'exploitation d'une nouvelle fabrique ou d'un nouvel établissement de fabrication de succédanés ou avant de modifier un permis pour autoriser une opération ou un produit qui n'est pas déjà indiqué au permis. À cette fin, elle doit aviser par écrit la personne qui a fait la demande de la date, de l'heure et du lieu de l'audience et publier un avis semblable dans au moins un journal agricole circulant dans la région.

1969, c. 45, a. 32; 1977, c. 36, a. 5.

Conditions de délivrance. **33.** Aucun permis ne peut être délivré à moins que, de l'avis de la Régie, l'opération projetée par la personne qui en fait la demande ne soit désirable dans l'intérêt public. La Régie impose, à cette fin, toute condition qu'elle juge à propos, et le permis doit indiquer les conditions ainsi imposées.

1969, c. 45, a. 33.

Incessibilité. **34.** Tout permis est incessible et ne vaut que pour l'établissement, les opérations et les produits qui y sont visés.

1969, c. 45, a. 34.

Suspension, révocation. **35.** La Régie peut suspendre ou révoquer le permis d'une personne qui:

- a) a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements;
- b) n'est plus dans les conditions requises pour obtenir son permis;
- c) ne s'est pas conformée aux conditions de son permis;
- d) est insolvable ou sur le point de le devenir.

Suspension, révocation. La Régie peut aussi suspendre ou révoquer un permis lorsqu'elle juge qu'il n'est plus dans l'intérêt public que ce permis soit maintenu.

1969, c. 45, a. 35.

Audition du détenteur. **36.** Avant de suspendre ou de révoquer un permis, la Régie doit permettre au détenteur de se faire entendre.

1969, c. 45, a. 36.

Publicité des décisions. **37.** La Régie fait donner à ses décisions rendues en vertu de l'article 35 la publicité qu'elle juge utile dans l'intérêt public.
1969, c. 45, a. 37.

SECTION VIII

ORDONNANCES DE LA RÉGIE

Ordonnances de la Régie. **38.** La Régie peut, par ordonnance:

- a) sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements, édicter des normes relatives au mode d'achat, à l'achat, au transport, à la manipulation, à la transformation, à la préparation, à la livraison, au mode de vente, à la vente, à la distribution ou au mode de distribution des produits laitiers et des succédanés;
- b) contingenter la production et la vente du lait ou de la crème des producteurs et prohiber leur mise en marché en violation du quota établi;
- c) déterminer les conditions qu'une personne doit remplir pour être admise comme fournisseur de lait à une usine de pasteurisation ou de stérilisation;
- d) approuver ou annuler, à sa discrétion, toute convention écrite entre un producteur et un marchand de lait, concernant les prix et autres conditions relatifs à des produits laitiers;
- e) fixer, dans les limites de tout territoire du Québec qu'elle désigne, le prix de tout produit laitier, en tenant compte de sa valeur, des conditions de production, manipulation ou livraison ou de l'utilisation de ce produit par le marchand de lait et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs, des marchands de lait, des distributeurs et des consommateurs;
- f) fixer le taux maximum que peut exiger tout transporteur pour le transport du lait ou de la crème d'un producteur, de la ferme de ce producteur jusqu'à la fabrique.

1969, c. 45, a. 38.

Audition des intéressés. **39.** La Régie doit, avant d'adopter une ordonnance, entendre les intéressés. À cette fin, elle doit soit les aviser par écrit de la date, de l'heure et du lieu où ils seront entendus, soit publier un semblable avis dans un journal agricole circulant dans tout le Québec ou dans la région où demeurent l'ensemble des intéressés.
1969, c. 45, a. 39.

Abrogation d'ordonnance. **40.** Toute ordonnance peut être abrogée par le gouvernement ou

par la Régie et cesse d'être en vigueur à compter de l'avis de l'abrogation publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

1969, c. 45, a. 40.

SECTION IX

RÈGLEMENTS

Réglementation de la Régie.

41. La Régie peut faire les règlements qu'elle juge nécessaires à l'application de l'article 19 et notamment pour déterminer:

a) une échelle de la garantie qui doit être donnée en vertu dudit article et les méthodes suivant lesquelles le montant de la garantie doit être ajusté suivant les fluctuations du montant des opérations de toute fabrique;

b) les qualités requises de toute personne qui sollicite une police de garantie prévue à l'article 19, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

c) la forme et la teneur des demandes d'assurance et des polices;

d) la durée des polices;

e) les taux de prime et les modalités de paiement;

f) les conditions que doit remplir le producteur ou l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint pour bénéficier de la garantie.

Soumission de règlements.

Les règlements édictés par la Régie en vertu du présent article peuvent être soumis à un comité consultatif institué par le gouvernement.

Approbation.

Ils doivent être soumis à l'approbation du gouvernement.

1969, c. 45, a. 41; 1977, c. 36, a. 6.

Règlements du gouvernement.

42. En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements pour:

a) déterminer, aux fins du paragraphe a de l'article 1, les cas dans lesquels le lait ou tout dérivé du lait cesse d'être un produit laitier après avoir été traité, modifié, transformé ou reconstitué ainsi que les critères suivant lesquels le lait doit être considéré comme l'ingrédient principal dans la confection d'un produit laitier;

b) définir, aux fins de la présente loi et des règlements, les expressions «traitement», «transformation» et «reconstitution» lorsqu'elles s'appliquent à un produit laitier ainsi que l'expression «détaillant en alimentation»;

c) déterminer les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

d) déterminer des catégories de permis et des classes de déten-

teurs de permis de même que les conditions et restrictions afférentes à chaque catégorie de permis;

e) déterminer la forme et la teneur des demandes de permis et des permis;

f) sous réserve des dispositions de la présente loi, fixer les conditions auxquelles les permis sont délivrés, en prescrire le coût et pourvoir à leur renouvellement, à leur modification, à leur suspension et à leur révocation;

g) établir des normes relatives à la composition, la couleur, la teneur en constituants, la forme et la qualité auxquelles doivent être conformes les produits laitiers et les succédanés mis en vente ou livrés dans le Québec et déterminer les méthodes d'analyse qui doivent être employées à ces fins;

h) édicter des prescriptions sanitaires relativement aux conditions de production, de préparation, de conservation, de conditionnement, de manutention et de transport des produits laitiers et des succédanés ainsi que des substances entrant dans leur composition;

i) permettre l'uniformisation de la teneur en gras et autres solides de tout produit laitier qu'il indique, aux conditions et suivant les procédés qu'il détermine, y compris l'écémage;

j) déterminer les conditions de fabrication, de vente, de mise en vente, d'exposition, de détention et de transport des produits laitiers et des succédanés;

k) prohiber, dans la mesure qu'il indique, l'addition de succédanés ou d'autres produits à des produits laitiers ou aux constituants de ces produits;

l) réglementer l'emploi de vitamines, additifs, préservatifs ou neutralisants dans les produits laitiers et les succédanés;

m) fixer les conditions de construction, d'installation et d'outillage de tout local où sont manipulés des produits laitiers ou des succédanés;

n) statuer sur la nature, la forme, la dimension et la capacité des récipients, emballages ou enveloppes et sur les inscriptions, étiquettes ou marques indiquant la nature, l'espèce ou la variété, la composition, la quantité, la qualité ou les appellations particulières des différents produits laitiers ou succédanés, la date de leur fabrication ainsi que l'inscription des nom et adresse du marchand de lait, fabricant ou vendeur en gros sur les factures, les étiquettes ou les récipients;

o) prohiber l'usage des récipients, emballages, enveloppes, inscriptions, étiquettes ou marques qui n'ont pas été préalablement approuvés par le ministre;

p) statuer sur la publicité ou la réclame servant à promouvoir le commerce des produits laitiers et des succédanés;

q) prohiber, dans la fabrication et la vente de produits laitiers ou de succédanés, l'emploi de substances qu'il juge nuisibles à la santé;

r) sous réserve des autres dispositions de la présente loi, détermi-

ner tout ce qui a rapport au paiement du lait et de la crème par un marchand de lait;

s) prescrire des normes applicables au transport du lait et de la crème à l'exception du taux de transport;

t) exclure de l'application de la présente loi toute catégorie de produits laitiers ou de succédanés qu'il indique;

u) déterminer la forme et la teneur des registres, rapports et écritures auxquels toute personne est assujettie en vertu de la présente loi;

v) sous réserve des dispositions de la présente loi ayant trait aux inspections, prescrire des normes relatives à ces inspections.

1969, c. 45, a. 42; 1977, c. 36, a. 7.

SECTION X

ENQUÊTES ET INSPECTIONS

But des enquêtes et études. **43.** La Régie peut faire des enquêtes et des études sur la situation de l'industrie laitière et sur le commerce des produits laitiers et des succédanés, sur l'incidence que le commerce des succédanés peut avoir sur l'industrie laitière, ainsi que sur les opérations de toute personne faisant le commerce des produits laitiers ou des succédanés, et en faire rapport au ministre.

1969, c. 45, a. 43.

Pouvoirs d'enquête. **44.** Pour les fins de ces enquêtes, la Régie ainsi que chacun de ses membres et chaque personne autorisée par elle à faire enquête sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1969, c. 45, a. 44.

Témoins. **45.** Toute personne qui témoigne au cours d'une de ces enquêtes a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

Assistance d'avocat. Une telle personne a aussi le droit de se faire assister d'un avocat.

1969, c. 45, a. 45.

Avis des séances. **46.** La Régie doit, chaque fois qu'elle tient des séances publiques au cours d'une enquête effectuée en vertu de l'article 43, donner avis de la date et du lieu de ces séances dans deux journaux français et

deux journaux anglais, circulant dans la localité la plus proche du lieu des séances.

1969, c. 45, a. 46.

Registres et rapports. **47.** Tout exploitant d'une fabrique et tout distributeur ainsi que tout fabricant, entrepositaire, distributeur ou commerçant en gros de succédanés doit tenir des registres ou des écritures, et faire à la Régie des rapports de leurs opérations en la forme et dans les délais prescrits par règlement.

Examen des livres. Il est loisible à la Régie ou à son représentant d'examiner la comptabilité de ces personnes.

1969, c. 45, a. 47.

Pouvoir d'un inspecteur. **48.** Toute personne autorisée par le ministre à agir comme inspecteur pour les fins de la présente loi, peut, dans l'exercice de ses fonctions:

a) pénétrer en tout temps dans un établissement de fabrication de produits laitiers ou de succédanés et ses dépendances ou dans un local servant au commerce ou à l'entreposage de ces produits ou à leur livraison directe à la consommation;

b) arrêter en cours de route toute expédition de tels produits;

c) exiger la production de tout document relatif à tels produits et en prendre des extraits;

d) faire l'inspection de tels produits;

e) saisir et confisquer tout produit laitier ou succédané qui ne satisfait pas aux exigences de la loi et des règlements, de même que les matières et objets pouvant servir à sa fabrication, et en disposer selon que le prescrit le gouvernement, sauf à remettre le produit de la vente au cas où la confiscation ne serait pas prononcée par le tribunal.

Assistance du propriétaire. Le propriétaire ou la personne en charge de cet établissement, local ou véhicule, est tenu d'aider l'inspecteur dans son enquête et de mettre à sa disposition tous les livres, factures et autres documents qu'il désire examiner.

1969, c. 45, a. 48 (*partie*).

Pratiques interdites. **49.** Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, un inspecteur agissant en vertu de la présente loi, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de négliger d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi ou des règlements. Cet inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité.

1969, c. 45, a. 49.

SECTION XI
PÉNALITÉ

- Amendes. 50.** Quiconque enfreint une disposition de la présente loi, des règlements ou d'une ordonnance est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais:
- a) pour une première infraction, d'une amende d'au plus \$500 dans le cas d'un individu et d'au plus \$1,000 dans le cas d'une corporation;
 - b) pour une deuxième infraction d'une amende d'au plus \$1,000 dans le cas d'un individu et d'au plus \$2,500 dans le cas d'une corporation;
 - c) pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au plus \$2,000 dans le cas d'un individu et d'au plus \$5,000 dans le cas d'une corporation.
- Amende maximum.** Dans le cas d'une infraction au paragraphe 2 de l'article 2 ou à l'article 28 ou dans le cas d'un marchand de lait qui paie où convient de payer à un producteur un prix inférieur à celui fixé par la Régie, l'amende maximum doit être imposée.
- 1969, c. 45, a. 50.
- Amende additionnelle. 51.** Toute personne qui contrevient à l'article 3, à l'article 21 ou à l'article 23 est passible d'une amende additionnelle de \$25 par jour ou fraction de jour pendant lequel dure l'infraction.
- Fermeture de l'usine.** En prononçant une sentence pour infraction à l'article 3, à l'article 21 ou à l'article 23, le tribunal doit, en outre de toute autre peine applicable, ordonner la fermeture de l'usine, établissement ou local dans lequel l'infraction a été commise à moins que, dans les huit jours de la signification du jugement, le délinquant ne se mette en règle.
- 1969, c. 45, a. 51.
- Amende additionnelle. 52.** Dans le cas d'une infraction commise par une personne qui a fait défaut de payer à un producteur, pour du lait ou de la crème, le prix fixé par la Régie, même à la suite d'une entente à cet effet, le contrevenant doit, en outre des peines prévues par l'article 50, être condamné à une amende additionnelle égale à la différence entre le prix payé et le prix fixé par la Régie.
- Remise à la Régie.** Cette amende additionnelle doit, dès sa perception, être remise à la Régie qui la transmet au producteur intéressé.
- 1969, c. 45, a. 52.
- Annulation de permis. 53.** Lorsque le détenteur d'un permis est déclaré coupable d'une infraction au paragraphe 3 de l'article 2, le tribunal doit annuler le

permis de ce détenteur en plus de lui imposer les autres peines prévues par la présente loi.

1969, c. 45, a. 53.

Mêmes peines pour
intermédiaire.

54. Le voiturier qui sert d'intermédiaire entre un marchand de lait et un producteur pour obtenir la réduction du prix fixé par la Régie ou pour transmettre une remise en réduction de ce prix, est passible des mêmes peines que le marchand de lait.

1969, c. 45, a. 54.

Employeur responsable
pour ses employés.

55. Tout employeur est passible des peines prévues pour les infractions à la présente loi commises par son employé, à moins qu'il ne prouve que l'employé a agi contre ses ordres ou à son insu et, s'il s'agit d'une infraction relative au prix du lait, n'ait démis l'employé de ses fonctions aussitôt qu'il a connu l'infraction.

Peines pour incitation,
participation.

Quiconque incite une autre personne à commettre une infraction ou participe à une infraction commise par une autre personne est passible des peines prévues pour cette infraction au même titre que le contrevenant.

1969, c. 45, a. 55.

Poursuites.

56. Toute poursuite en vertu de la présente loi est intentée par la Régie, ou par toute autre personne avec l'autorisation de la Régie.

1969, c. 45, a. 56.

Dispositions applicables.

57. La partie II de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) s'applique aux poursuites intentées en vertu de la présente loi.

1969, c. 45, a. 57.

SECTION XII

PREUVE

Présomption.

58. Dans toute poursuite pour infraction à la présente loi ou aux règlements, toute inscription sur un produit laitier ou un succédané ou sur le récipient, l'emballage ou l'enveloppe qui le contient à l'effet que ce produit a été fabriqué ou emballé par une personne, constitue une présomption que ce produit a été fabriqué ou emballé par cette personne.

Présomption.

Toute inscription d'un numéro de permis sur un produit laitier ou un succédané ou sur le récipient, l'emballage ou l'enveloppe qui le

contient, constitue une présomption que ce produit a été fabriqué ou emballé par le détenteur de ce permis.

1969, c. 45, a. 58.

Documents constituant une
preuve.

58. Dans toute poursuite pour infraction à la présente loi ou aux règlements:

a) le certificat ou rapport d'analyse d'un inspecteur dans lequel est consigné le résultat d'un examen relatif à la composition d'un produit laitier ou d'un succédané, constitue une preuve *prima facie* de son contenu;

b) le procès-verbal ou rapport de constatation, de prélèvement d'échantillon, de saisie ou de confiscation rédigé et certifié par un inspecteur qui a inspecté, échantillonné, saisi ou confisqué un produit laitier ou un succédané, constitue une preuve *prima facie* des observations qui y sont consignées par cet inspecteur;

c) un document, donné comme étant le certificat ou rapport d'analyse d'un inspecteur ou le procès-verbal ou rapport d'un inspecteur, doit être reçu en preuve, sans qu'il soit requis d'établir la signature de la personne par qui le document est présenté comme ayant été signé et sans qu'il soit requis d'établir le caractère officiel de cette personne.

1969, c. 45, a. 59.

SECTION XIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Rapport annuel.

60. La Régie doit, au plus tard le dernier jour de mai de chaque année, faire au ministre un rapport de son activité en vertu de la présente loi pendant l'année précédente.

Contenu.

Ce rapport doit contenir tous les renseignements que le gouvernement peut prescrire.

Dépôt.

Ce rapport est immédiatement déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante. La partie de ce rapport ayant trait à l'application des articles 19 à 22 est aussi transmise sans délai au surintendant des assurances.

1969, c. 45, a. 60.

Publication d'ordonnance,
règlement.

61. Toute ordonnance ou tout règlement adopté en vertu de la présente loi doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée à cette fin.

1969, c. 45, a. 61.

Dispositions non
applicables.

62. La Loi sur les assurances (chapitre A-32), la Loi sur les courtiers d'assurances (chapitre C-74) et la Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (chapitre C-39) ne s'appliquent pas à la Régie, aux régisseurs, à ses fonctionnaires et employés non plus qu'à des actes relatifs à une police de garantie prévue à la présente loi.

1969, c. 45, a. 62; 1974, c. 70, a. 473.

Application de la loi.

63. Le ministre de l'agriculture est chargé de l'application de la présente loi.

1969, c. 45, a. 63; 1973, c. 22, a. 22.

L'article 12 de la présente loi sera modifié lors de l'entrée en vigueur de l'article 126 du chapitre 55 des lois de 1972, à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 45 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 66 à 68, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-30 des Lois refondues.

® Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1969 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 45

Chapitre P-30

**LOI DES PRODUITS
LAITIERS ET DE LEURS
SUCCÉDANÉS**

**LOI SUR LES PRO-
DUITS LAITIERS ET
LEURS SUCCÉDANÉS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 41	1 - 41	
42	42	
par. a) - n)	par. a) - n)	
par. n ¹)	par. o)	
par. o)	par. p)	
par. p)	par. q)	
par. q)	par. r)	
par. r)	par. s)	
par. s)	par. t)	
par. t)	par. u)	
par. u)	par. v)	
43 - 63	43 - 63	
64		Omis

L.Q. 1969, c. 45

L.R. 1977, c. P-30

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

65

Inopérant 1972,
c. 55, a. 165

66 - 68

Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

